

Abus de droit et acte anormal de gestion

OBJECTIFS

- Maîtriser les concepts d'acte anormal de gestion et d'abus de droit par l'analyse d'exemples concrets.
- Élaborer une stratégie fiscale efficace afin de limiter au maximum les risques d'incrimination dans ces domaines.
- Gérer au mieux les schémas d'optimisation et prévenir les risques de contrôle en la matière.
- Cerner les procédures fiscales et le contentieux liés à l'acte anormal de gestion et à l'abus de droit.

APPROCHE PÉDAGOGIQUE

Tout au long de la formation, l'animateur s'attache à présenter de façon pratique les notions d'abus de droit et d'acte anormal de gestion en illustrant cette présentation par des exemples tirés de son expérience professionnelle et de la jurisprudence. Une étude de cas sur des opérations réalisées par des sociétés permet aux participants de détecter les situations à risque en la matière et d'échanger entre eux afin d'améliorer leurs pratiques de la gestion du risque fiscal.

PUBLIC CONCERNÉ


- Responsables financiers et comptables
- Jeunes collaborateurs fiscalistes récemment nommés
- Juristes et experts-comptables
- Toute personne souhaitant acquérir des bases solides en fiscalité des entreprises

ANIMATEUR

Christian BUR
Avocat Associé
PDGB Société d'Avocats

2 jours - 14 heures
code 3047
tarif HT : 1 355 €
repas compris

Paris
18-19 mai 2010
29-30 novembre 2010

 Ce cursus en intra ? Contactez-nous au 01 44 09 21 98

PROGRAMME

Mesurer le risque d'abus de droit

- **Identifier le champ d'application de l'abus de droit**
La définition élargie de l'abus de droit à la suite des évolutions jurisprudentielles et légales
Ce que recouvre la nouvelle notion de l'abus de droit
Les conséquences à attendre des évolutions récentes
Les garanties du contribuable en matière d'abus de droit
- **Déterminer les opérations à haut risque fiscal**
Les montages financiers visés par l'abus de droit
L'intégration fiscale
Le recours à la société de personnes
La sous-capitalisation et le recours à des sociétés holdings
L'abus de droit en matière de fusion-acquisition (fusions rapides, sens de la fusion, reports déficitaires)
L'abus de droit dans un contexte international : les dispositifs anti-abus et les clauses conventionnelles, la notion de " substance " pour les sociétés et de " Treaty shopping "
Les risques d'abus de droit en matière d'apports-cessions
La donation déguisée
Les situations de démembrement de propriété
Partage d'expériences : élaboration d'une cartographie des risques dans les différents montages analysés et des mesures de prévention à partir de l'expérience des participants
- **Identifier les particularismes de la procédure de répression des abus de droit**
Les garanties offertes aux contribuables
Le nouveau comité consultatif des abus de droit
La charge de la preuve : portée de l'avis rendu par le CCAD
Soulever l'abus de droit implicite
Les cas où l'administration propose la substitution de motifs
Les nouvelles sanctions encourues
Exercer ses moyens de recours

Exercice d'application : préparation des entretiens avec les vérificateurs de l'administration fiscale, rédaction de la réponse à la notification et saisine du Comité consultatif des abus de droit

Éviter l'acte anormal de gestion

- **Définir le champ d'application de l'acte anormal de gestion**
L'acte anormal de gestion et les notions voisines en droit fiscal, commercial ou civil : la distinction avec l'abus de biens sociaux, les erreurs et décisions de gestion, les irrégularités de la comptabilité
Les fondements de la théorie de l'acte anormal de gestion
Les domaines concernés et ceux exclus par l'acte anormal
Le principe de non-immixtion de l'administration
L'indépendance de la licéité de l'opération de gestion
Éviter l'acte anormal de gestion
Apprécier une décision de gestion au regard des critères de l'acte anormal de gestion
Le cas des libéralités, des abandons des créances, des dons et subventions
Les renoncements à recettes
Les cas spécifiques des locations à prix très faibles et les conséquences sur la TVA
Limiter les impacts fiscaux liés au choix de gestion
La rectification des bases d'imposition
Les sanctions fiscales
- **Maîtriser le contentieux lié à l'acte anormal de gestion**
Identifier les pouvoirs de l'administration en cas de contrôle
La charge et l'administration de la preuve
Rédiger la réponse à la proposition de rectification
La compétence de la commission départementale
Les preuves de l'absence de l'anormalité
Le contrôle des sociétés bénéficiaires de l'acte " anormal " : double redressement en cas de libéralité
L'instruction du contentieux et la procédure
Le contrôle du juge et la pratique de l'administration
Les voies de recours devant les tribunaux

Exercice d'application : rédaction de la réponse à une proposition de rectification fondée sur une critique d'acte anormal de gestion